

La privatisation des homes étudiants de l'ULiège fait débat

Les étudiants craignent une hausse des loyers

Depuis quelques jours, une pétition s'opposant à la privatisation des kots appartenant à l'ULiège circule sur le web. Privatisation qui est effectivement sur la table du conseil d'administration de l'université liégeoise. Mais dans le souci d'améliorer l'offre et en instaurant des balises au niveau des loyers, précise l'ULiège.

L'ULiège envisage de confier au privé la gestion des homes pour étudiants qu'elle possède au Sart-Tilman. Ainsi que celle de nouveaux kots qu'elle envisage d'y construire. Mais cette politique ne plaît pas à tout le monde. Depuis quelques jours, une pétition circule ainsi sur www.change.org pour s'opposer à cette privatisation des kots. Ce lundi en fin de journée, elle avait récolté près de 500 signatures, principalement d'étudiants qui craignent une augmentation considérable des loyers.

Mais du côté de l'ULiège, on se veut rassurant. Si la privatisation est effectivement envisagée, c'est avant tout pour améliorer l'offre. « Voici deux ans, on s'est rendu compte qu'on devait refuser des étudiants au Sart-Tilman, par manque de place dans les résidences, souligne Laurent Despy, l'administrateur de l'ULiège. Nous avons donc demandé une étude à HEC, qui a conclu qu'il manquait 350 places. À partir de là, on s'est demandé s'il ne serait pas utile d'offrir un parc de logements plus important au Sart-Tilman. »

Un projet d'autant plus réalisable que l'université liégeoise possède un terrain disponible, à côté de l'ancien home. « D'autant que les homes actuels doivent aussi être rénovés, pour un budget estimé à 15 millions d'euros, soit le même prix que pour la construction de nouveaux bâtiments. Mais

«On pourrait imposer une fourchette de prix que le gestionnaire ne pourrait pas dépasser»

Laurent Despy

comme ils font partie de l'histoire de l'université, on préférerait les garder. L'idée serait donc de construire un nouveau bâtiment avec 350 nouvelles places, puis d'y transférer les étudiants des homes actuels pendant leur rénovation. Pour, au final, avoir une offre de logements doublée.»

Reste la question du financement. Et c'est là que le bât blesse.

Le recours au privé, pour la construction et la gestion des homes actuels et futurs, est sur la table du conseil d'administration. « La question, c'était est-ce qu'on finance sur fonds propres

ou est-ce qu'on consacre cet argent à l'enseignement et à la recherche?», confie Laurent Despy. L'idée maintenant, c'est donc effectivement de passer à une externalisation.»

Au risque de voir les loyers — qui sont actuellement en moyenne de 270 euros — exploser, comme le craignent les étudiants? « On pourrait fixer des balises dans le cahier des charges que nous imposerons, une fourchette de prix que le gestionnaire ne pourra pas dépasser. En plus, nous avons des budgets sociaux pour les étudiants qui en ont besoin pour compenser la légère augmentation. Sachant que les étudiants bénéficieront d'une autre qualité de logements. Ici, on aurait quelque chose d'attractif, axé développement durable... »

Quoi qu'il arrive, cette privatisation des kots du Sart-Tilman ne devrait de toute façon pas intervenir dans l'immédiat. Et elle ne devrait pas non plus avoir de conséquences sur le personnel de l'ULiège. « Ce ne serait pas avant cinq ou six ans, termine M. Despy. D'ici là, un tiers du personnel concerné sera pensionné. Et l'université s'engage à conserver les autres emplois, via la mobilité interne. » ●

GEOFFREY WOLFF

La pétition**« Privatiser, c'est dommage et dangereux »**

Marjolaine Bianchi est étudiante en 2^e Bac en Communication. C'est elle qui est à l'origine de la pétition en ligne.

« Je sais que ce projet est encore en discussion, mais je voulais prendre les choses en main avant que tout ne soit conclu, explique-t-elle. Parce que je trouve ça vraiment dommage, cette privatisation. Dommage et dangereux. »

Outre le principe même de la privatisation des logements étudiants de l'ULiège, c'est évidemment le risque d'une augmentation des loyers qui suscite le plus de craintes. *« Pour l'instant, les loyers dans ces homes commencent à 220 euros. Dans le privé, si on regarde ce qui se fait dans le centre-ville, ça commence à 400 euros et il n'y a pas de limite supérieure... Or, d'office, une entreprise privée va s'aligner sur le marché. »*

En ligne depuis jeudi dernier, sa pétition avait recueilli ce lundi près de 500 signatures. Relativement peu par rapport aux 23.000 étudiants de l'ULiège, mais un bon départ aux yeux de l'étudiante: *« Je m'étais dit que 1.000 en une semaine, ce serait bien », termine-t-elle. ●*